

Fiche n°2 : Dépôt des candidatures aux élections municipales ?

Commune de moins de 1000 habitants - à jour le 07/01/2025



Le dépôt de la liste, obligatoire pour chaque tour, obéit à des règles strictes. Cette fiche présente les documents à fournir, les délais à respecter et les points de vigilance pour un dépôt conforme à la nouvelle réglementation.

1. Dates de dépôt :

Les déclarations de candidatures en vue du premier tour des élections municipales et communautaires seront à déposer en préfecture ou sous préfecture de ressort **entre le mardi 10 février et le mercredi 25 février 2026** de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30 (sauf samedi et dimanche) ainsi que **le jeudi 26 février 2026** de 9h à 12h et de 13h30 à 18h.

Les déclarations de candidatures en vue d'un éventuel second tour seront à déposer **entre le lundi 16 mars et le mardi 17 mars 2026** de 9h à 12h et de 13h30 à 18h.

2. Où et comment déposer ?

Le **dépôt des candidatures** doit être effectué **par la tête de liste** (le mandant) **ou par son mandataire** (le représentant de la tête de liste = son déposant), **en préfecture ou en sous-préfecture**, selon l'arrondissement dont relève la commune concernée. Les modalités du dépôt des candidatures sont fixés dans l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2025.

Aucun dépôt n'est possible par courrier, fax ou courriel.

3. Dossier à fournir

→ Une déclaration de candidature de la liste (1 formulaire CERFA dédié) complétée par le candidat tête de liste

→ Les déclarations individuelles de candidature de chacun des colistiers et de la tête de liste (2 formulaires CERFA différents dédiés)

→ Des pièces justificatives :

1. Justificatif d'identité avec photographie

2. Pour les candidats électeurs dans la commune où ils se présentent :

- soit une attestation d'inscription sur les listes électorales de ladite commune
- soit une copie de la décision de justice ordonnant inscription sur la liste électorale

3. Pour les candidats électeurs dans une autre commune que celle où ils se présentent :

- un document prouvant l'inscription sur les listes électorales (attestation, décision de justice)
- un document prouvant l'attache du candidat avec la commune (avis d'imposition, acte notarié prouvant une propriété dans la commune, ...)

3. Dossier à fournir (suite)

4. Pour les candidats non-inscrits sur les listes électorales :

- Une preuve de sa qualité d'électeur (certificat de nationalité ou carte d'identité en cours de validité ou passeport, bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré depuis moins de trois mois pour établir qu'il dispose de ses droits civils et politiques)
- Un document de nature à prouver l'attache à la commune dans laquelle il se présente (cf. ci-dessus – point 3)

5. Pour les candidats ressortissants d'un Etat membre de l'Union Européenne autre que la France :

En plus de tous les documents précités, selon le cas de figure, une déclaration certifiant que le candidat n'est pas déchu du droit d'éligibilité dans l'Etat dont il a la nationalité.

